

NATIONS UNIES

Assemblée générale

QUARANTE-NEUVIÈME SESSION



Documents officiels

DEUXIÈME COMMISSION
17e séance
tenue le
lundi 31 octobre 1994
à 10 heures
New York

COMPTE RENDU ANALYTIQUE DE LA 17e SÉANCE

Président : M. KHAN (Pakistan)

SOMMAIRE

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (suite)

- c) UTILISATION DURABLE ET CONSERVATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES MARINES
EN HAUTE MER : CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS
CHEVAUCHANTS ET LES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS (suite)

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT (suite)

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-0794, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

Distr. GÉNÉRALE
A/C.2/49/SR.17
18 novembre 1994

ORIGINAL : FRANÇAIS

94-81876 (F)
9481876

/...

La séance est ouverte à 10 h 20.

POINT 12 DE L'ORDRE DU JOUR : RAPPORT DU CONSEIL ÉCONOMIQUE ET SOCIAL (A/49/3 et Add.1, A/49/56-S/26926, A/49/122-E/1994/44 et Add.1, A/49/169-E/1994/73, A/49/179-E/1994/82, A/49/189, A/49/215-E/1994/99, A/49/423, 437, 495 et 506; A/49/L.5; A/C.2/49/3, 4 et 6 et A/C.2/49/L.2 et L.3)

1. Le PRÉSIDENT présente brièvement les documents dont la Commission est saisie pour l'examen du point 12 de l'ordre du jour.

2. M. STOBY (Directeur de la Division de la coordination des politiques et des affaires du Conseil économique et social) évoque six points précis relatifs aux travaux du Conseil économique et social au cours de l'année écoulée. S'agissant a) de l'application de la résolution 48/162 (Mesures complémentaires pour restructurer et revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social et les domaines connexes), il fait observer qu'à la faveur des efforts constants entrepris par le Conseil pour améliorer sa pratique, des résultats importants ont été obtenus, et le moment est peut-être venu de déclarer le but atteint, de considérer que la revitalisation du Conseil est achevée, et que le Conseil doit maintenant passer plus de temps à l'examen des questions de fond grâce aux nouveaux instruments mis en place.

3. S'agissant b) du débat de haut niveau de la session de fond du Conseil économique et social, si important pour le prestige du Conseil et la qualité de ses travaux, le Directeur de la Division constate que se pose un problème sérieux de participation à ce débat dit de haut niveau : la participation n'est pas de haut niveau. Par ailleurs, le Conseil n'a pas donné suite à son intention de demander des rapports spécialisés aux institutions de Bretton Woods, qui alimenteraient et rendraient plus riches les débats de la réunion de haut niveau. Pourtant, le Conseil gagnerait à utiliser cet instrument pour ses prochaines sessions. La journée consacrée à l'examen des questions de politique générale devrait avoir un thème, ce qui n'est pas le cas actuellement. Le Conseil devrait se pencher sur la question de la représentation future du GATT, qui, on le sait, a pour successeur l'Organisation mondiale du commerce.

4. S'agissant c) du débat consacré par le Conseil à la coordination des politiques et activités des institutions spécialisées et autres organes du système des Nations Unies, le Directeur de la Division fait observer qu'il risque de se produire un examen répétitif des grandes questions faisant l'objet d'une coordination, entraînant la multiplication fastidieuse de rapports sur la coordination. Il faudrait prendre très tôt une décision sur le thème du débat sur la coordination des politiques. Comme on le sait, l'établissement des rapports, spécialement sur la coordination, prend beaucoup de temps et exige beaucoup de travail, et le délai qui s'écoule entre la session d'organisation (février) et la session de fond (juillet) est trop court. Le thème du débat sur la coordination des politiques devrait donc être choisi une année à l'avance.

5. S'agissant d) du débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement, le Directeur de la Division fait observer que si le débat a été animé, à la session de 1994, le résultat n'est pas encore optimal, et le Conseil n'est pas allé assez loin dans les instructions aux nouveaux conseils

/...

d'administration des organes chargés des activités opérationnelles. Ce sont essentiellement le PNUD, le FNUAP et l'UNICEF, mais aussi le Programme alimentaire mondial (PAM). Un problème se pose au sujet de l'organe directeur du PAM qui n'a pas encore été créé; le Comité des politiques et des programmes d'aide alimentaire a créé un groupe de travail qui se réunit à cet effet; mais, en cas de divergences entre les vues de la FAO et celles du Conseil économique et social, les deux organismes parents du PAM, qui devront chacun adopter une résolution à ce sujet, on pourrait envisager de créer un groupe de travail mixte du Conseil et de la FAO pour concilier éventuellement les textes des deux organismes sur les modalités de la création du nouvel organe directeur.

6. S'agissant e) de la coordination des activités humanitaires, le Directeur de la Division se demande, après le Président du Conseil économique et social, si le Conseil n'aurait pas dû, à sa session de juillet, agir, à propos de la crise du Rwanda, pour coordonner les activités humanitaires de l'UNICEF, du PNUD, du HCR mais aussi des organisations non gouvernementales. Il ne s'agit pas bien entendu de créer un nouvel organisme de coordination dans le domaine humanitaire, et il incombe au Conseil lui-même d'assurer ou d'améliorer cette coordination s'il le souhaite. Dans l'esprit de nombreux représentants, des questions, à ce propos, sont restées sans réponse quant au rôle du Conseil lors de la crise du Rwanda.

7. S'agissant f) du problème de la documentation, le Directeur de la Division fait observer que la situation est très fâcheuse, tant pour le Secrétariat que pour la Commission elle-même. Il voudrait persuader la Commission de la bonne foi du Secrétariat qui n'a aucun intérêt à ce que les textes sortent en retard et proposer qu'un groupe de réflexion se penche sur les graves problèmes de la documentation, qui ne s'améliorent pas. Le Secrétariat, c'est-à-dire à la fois les départements organiques et les départements qui assurent le traitement de la documentation, est tout simplement débordé par l'abondance de la documentation à produire. Sans doute faudrait-il que les commissions demandent moins de documents, ce qui permettrait de les produire à temps et d'en améliorer la qualité.

8. M. AHMIA (Algérie), parlant au nom du Groupe des 77 et de la Chine, rappelle que le Conseil économique et social est l'une des clefs de voûte du système des Nations Unies, particulièrement pour ce qui est de la coordination et de l'orientation des activités des organismes des Nations Unies dans les domaines économique et social. Longtemps éclipsé par la guerre froide, son rôle est de nouveau reconnu : c'est bien l'un des instruments permettant d'appréhender les préoccupations de la communauté internationale, spécialement dans leurs dimensions économiques et sociales. Son rôle est appelé à prendre plus d'ampleur encore dans le sillage de la restructuration et de la revitalisation des secteurs économique et social de l'ONU et de la concrétisation des idées en germe dans le débat sur l'Agenda pour le développement. La session de 1994 du Conseil économique et social a fait apparaître quelques insuffisances qu'il convient d'examiner et de corriger. Elle a néanmoins apporté une contribution majeure à la maturation des idées relatives à l'Agenda pour le développement, débat qui a permis de dégager des orientations sur lesquelles le Secrétaire général s'appuiera pour élaborer la version définitive de son rapport sur l'Agenda pour le développement. Le Groupe

des 77 a contribué à ce débat en transmettant un document de fond sous la forme d'une déclaration ministérielle du Groupe des 77 sur un agenda pour le développement (A/49/204-E/1994/90).

9. Lors des autres phases de la session, les débats sur les activités opérationnelles de développement ont aussi été fructueux; il y a eu un échange de vues très utile avec les chefs de secrétariat des Nations Unies au sujet de la mise en oeuvre de la résolution 47/199. L'examen de cette question a amené à relever la tendance inquiétante à la baisse des ressources allouées au financement des activités opérationnelles et celle tout aussi inquiétante de certaines entités des Nations Unies à s'éloigner de leur mission et de leur domaine de compétence tels qu'ils sont définis dans les résolutions de l'Assemblée générale. On a relevé aussi le peu d'empressement et d'intérêt manifestés par certains des partenaires du Groupe des 77 pour les questions de financement des activités opérationnelles, attitude qui contraste avec celle dont ils font preuve au sujet de la réforme des structures et des modes de gestion des fonds et des programmes. L'examen du thème relatif à la science et à la technique au service du développement a mis en relief la faiblesse des moyens financiers alloués à ce secteur essentiel. Pourtant, le Programme d'action de Vienne reste valide, et ses dispositions doivent être mises en oeuvre intégralement et effectivement.

10. La recrudescence des crises, qu'elle soit le fait de la nature ou de l'homme, sollicite de plus en plus l'intervention de l'ONU et de ses organes. Mais l'effort consacré à ce genre d'intervention se fait au détriment de l'action traditionnelle du système des Nations Unies en faveur du développement. Or il importe que ces actions humanitaires, face à des crises majeures où la vie des hommes est en jeu, soient intégrées dans une action qui soit en continuité avec le relèvement et le développement. Le Coordonnateur résident peut dans ce domaine assurer les tâches de coordination en veillant néanmoins d'une part à éviter de se voir assigner un quelconque mandat de nature politique et d'autre part à respecter les droits souverains des États.

11. S'agissant de certaines endémies anciennes, comme le paludisme, ou d'épidémies récentes, comme le sida, les États Membres, dans les résolutions adoptées par le Conseil, insistent sur la nécessaire coordination de l'action sur le terrain des organismes des Nations Unies.

12. Le déroulement des travaux lors du débat consacré à l'examen des rapports et des recommandations des organes subsidiaires a été rendu difficile à la fois par la pléthore des documents et par leur parution tardive. Des mesures doivent être prises pour éliminer ces inconvénients. Le Conseil examinera les rapports du Comité des sources d'énergie nouvelles et renouvelables et de l'énergie pour le développement et du Comité des ressources naturelles; en raison du caractère technique des recommandations de ces comités, il serait problématique d'apporter d'éventuels amendements ou modifications qui risqueraient de porter atteinte à la fois au statut et au mandat de ces deux comités. De même, le Conseil examinera, à la reprise de sa session, l'avenir du Comité de la planification du développement. Le Groupe des 77 et la Chine ont déjà salué le travail réalisé par cet organe, et marquent leur attachement à son caractère intergouvernemental et à la nature du mandat qui lui est confié.

13. M. KÄÄRIÄ (Finlande), parlant au nom des pays nordiques, dit que la résolution 48/162 constitue une étape importante du processus de revitalisation des secteurs économique et social de l'Organisation des Nations Unies et que les réformes qui y sont proposées doivent être mises en oeuvre. Les pays nordiques suivent de près l'évolution de la situation, et constatent à regret que la réforme du Programme alimentaire mondial ne progresse que lentement.

14. La résolution précisait les rôles des organes intergouvernementaux de différents niveaux, dont ceux de l'Assemblée générale et de la Deuxième Commission, ce qui devrait permettre des débats plus fructueux. En effet, à une époque où le monde attend davantage de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du développement, en particulier par rapport aux institutions de Bretton Woods, il serait bon que l'Assemblée générale puisse concentrer ses travaux sur un petit nombre des aspects essentiels du développement et adopter à leur sujet des résolutions propres à avoir un impact sur le monde extérieur.

15. Les récents sommets et conférences ont donné des résultats valables et pourraient constituer les bases d'une approche du développement axée sur l'être humain, bases qui pourraient devenir les éléments essentiels de l'Agenda pour le développement, donnant du même coup à l'ensemble des organismes du système une plus grande unité de dessein.

16. Il faudrait aussi que les mécanismes intergouvernementaux puissent articuler leurs rapports sur les cinq piliers définis par le Secrétaire général dans son Agenda pour le développement (A/48/935) et que l'Organisation intensifie son rôle dans le développement en relevant les défis qui découlent de ces grandes conférences, sans compartimenter les différentes activités de suivi en les répartissant entre une multitude de commissions techniques et de mécanismes parallèles.

17. D'autre part, la prolifération des conférences constitue un sujet de préoccupation. Si ces manifestations concentrent l'attention politique sur certaines questions fort importantes, elles ont aussi tendance à se substituer à l'Assemblée générale. En confiant la formulation des politiques à ces conférences, on dépouille celle-ci d'une de ses prérogatives essentielles, sans compter que ces conférences sont extrêmement coûteuses pour l'Organisation.

18. Pour revitaliser l'Organisation des Nations Unies dans les domaines économique et social, il importe au premier chef de renforcer le rôle de l'Assemblée générale et de lui confier à nouveau les débats de fond sur les questions essentielles en allégeant son ordre du jour, ce qui serait extrêmement important pour attirer les ministres qui, à l'heure actuelle, participent aux conférences et non aux travaux de fond de l'Assemblée elle-même.

19. Le rôle de la résolution 48/162 en matière de coordination a été renforcé par la décision prise d'un commun accord de transférer au Conseil économique et social la direction politique des organes directeurs des fonds et programmes de développement des Nations Unies.

20. Cependant, des améliorations supplémentaires sont nécessaires dans certains domaines. La réunion avec les chefs de secrétariat du FMI, de la Banque mondiale et du GATT devrait être mieux ciblée et l'application des recommandations du débat consacré aux questions de coordination être examinée lors du débat général pour que les résolutions appropriées soient adoptées si les recommandations n'ont pas été appliquées. Quant au débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies au service de la coopération internationale pour le développement, les questions dont il a été chargé devraient y être réellement débattues au lieu d'être confiées à une conférence séparée. Par ailleurs, les nouvelles procédures instituées pour le débat général en vue de remplacer les déclarations d'ordre général par des interventions orientées sur l'action sont très encourageantes et devraient être maintenues.

21. Le Président du Conseil a abordé dans sa déclaration deux questions fondamentales que les pays nordiques souhaiteraient souligner. La première, c'est que la pierre de touche des travaux effectués par le Conseil économique et social, ou par l'Assemblée générale, est et doit être leur impact sur le monde extérieur. La deuxième, c'est que les décisions doivent être appliquées et que leur mise en oeuvre doit donc être suivie de près.

22. La résolution 48/162 a également transformé en conseils d'administration certains organes directeurs de programmes et fonds de développement des Nations Unies. Cette réforme, qui a fini par rencontrer l'agrément des chefs de secrétariat des fonds et programmes, est essentielle pour assurer une efficacité et une transformation réelles. Les rapports soumis par ces conseils d'administration et leurs méthodes de travail se sont déjà améliorés et les débats ont été plus concis et moins politisés; les déclarations d'ordre général ont fait place au dialogue. Reste encore à améliorer le processus de prise de décisions. Pour ce faire, il importe de lutter contre la prolifération des sous-comités et autres groupes de travail permanents et de préserver la transparence du système en chargeant les conseils d'administration eux-mêmes d'examiner toutes les questions, en augmentant au besoin le nombre de leurs réunions.

23. Pour les pays nordiques, les difficultés que pose le financement des activités opérationnelles de développement sont d'une importance aussi politique que celui des opérations de maintien de la paix ou du budget ordinaire. Or, les réformes prévues dans ce domaine par la résolution 48/162 n'ont pas été mises en oeuvre; c'est pourquoi les pays nordiques se félicitent que le Groupe de travail chargé de cette question se réunisse en décembre.

24. Les pays nordiques, qui ont proposé à plusieurs reprises de remplacer le mécanisme démodé et imprévisible de financement des activités opérationnelles de développement par un mécanisme plus simple, conviennent, comme le Secrétaire général, qu'un nouveau mécanisme ne suffira pas pour redresser la situation financière, car celle-ci dépend avant tout de la volonté politique des États Membres et de l'importance qu'ils attachent aux activités opérationnelles pour le développement. La restructuration et la revitalisation des secteurs économique et social de l'Organisation des Nations Unies, et en particulier du financement des activités opérationnelles pour le développement, dépendent de la conception du rôle de l'Organisation des Nations Unies dans ce domaine, question

/...

qui est débattue dans le cadre de l'examen de l'Agenda pour le développement. L'entreprise devrait donc être conçue comme un élément dans un grand processus dynamique et évoluer au fur et à mesure des besoins.

25. M. SAVOSTIANOV (Fédération de Russie) dit que les débats du Conseil économique et social se sont déroulés pour la première fois selon les formes prescrites par la résolution 48/162 de l'Assemblée générale et que, dans l'ensemble, les résultats de cette première expérience sont positifs : les travaux du Conseil ont été plus pragmatiques et beaucoup moins politisés. Le Conseil a pu se concentrer davantage sur ce qui est son mandat essentiel, à savoir la coordination des activités des organes et organismes du système des Nations Unies dans les domaines social et économique.

26. Le débat de haut niveau a démontré une fois de plus son importance politique à l'occasion de l'examen de l'Agenda pour le développement qui a permis au Conseil d'approfondir les stratégies que l'ONU pourrait appliquer dans son action pour le développement durable, et ses relations avec les institutions de Bretton Woods dans ce domaine.

27. Le dialogue direct avec les chefs de secrétariat des organismes des Nations Unies et des institutions économiques et financières sur les questions essentielles du développement mondial a été définitivement reconnu comme l'aspect fondamental des travaux du Conseil.

28. Quant à la rationalisation des sessions du Conseil, elle a déjà porté ses fruits en éliminant les doubles emplois dans les débats des organes subsidiaires du Conseil et ceux des comités de session de l'Assemblée générale. D'autre part, le nombre des résolutions a fort heureusement diminué et leur caractère pragmatique s'est sensiblement renforcé.

29. Le débat consacré aux activités opérationnelles a été extrêmement positif, notamment la réunion de haut niveau consacrée pour la première fois à ces mêmes activités. Force est de constater, toutefois, que l'examen des activités opérationnelles lors de cette réunion a dans une large mesure fait double emploi avec les séances de travail de la session plénière. À cet égard, l'adoption de la résolution 1994/33 et de la décision 1994/293 sur la rationalisation du débat consacré aux activités opérationnelles du Conseil économique et social qui met l'accent sur la nécessité de coordonner l'application des politiques définies par l'Assemblée générale dans le domaine des activités opérationnelles répond à une démarche parfaitement justifiée. La délégation russe approuve notamment la décision de retenir, à titre de thème principal du débat de haut niveau consacré aux activités opérationnelles, l'application du Programme d'action adopté par la Conférence du Caire. Les décisions adoptées par le Conseil économique et social à sa session de fond de 1994 complètent heureusement les sections appropriées de la résolution 48/162 et permettent au Conseil économique et social de trouver la place qui lui convient le mieux pour s'acquitter de son mandat dans le cadre de la division du travail entre ces trois entités : l'Assemblée générale, le Conseil économique et social et les fonds et programmes de développement des Nations Unies.

30. Lors du débat consacré aux questions de coordination relatives à l'assistance humanitaire, l'analyse des lacunes du fonctionnement du Fonds central autorenouvelable de secours d'urgence et dans la coordination rapide des secours sur le terrain a été particulièrement fructueuse. On a réaffirmé les liens étroits qui unissent les composantes humanitaires et les composantes relatives au maintien de la paix des opérations d'urgence, ce qui démontre la nécessité de renforcer les relations entre les départements compétents à cet égard du Secrétariat.

31. En vertu des conclusions concertées adoptées au sujet de la coordination des activités du système des Nations Unies dans le domaine de la science et de la technique, le secteur responsable de ce domaine est prié de s'acquitter des tâches définies par la Conférence de Rio, en particulier en ce qui concerne le transfert des écotechnologies. Le renforcement des relations entre les centres régionaux de technologie des commissions régionales et les centres de techniques de pointe relevant d'organismes comme l'ONUDI et l'Université des Nations Unies et la constitution de réseaux informatisés de communication au sein du système des Nations Unies pour relier les services et projets à vocation scientifique et technique constituent des dispositions très importantes.

32. Les travaux du Conseil économique et social ont donc été judicieusement réorientés. Certes, il reste encore bien des lacunes, mais tout en reconnaissant en principe qu'une rationalisation plus poussée du débat général s'impose, la délégation russe estime qu'il faut éviter de trop réglementer les débats et donner aux États Membres la possibilité de s'exprimer librement sur les questions à l'examen.

33. En ce qui concerne la documentation, par contre, la situation ne s'est guère améliorée, les documents paraissent avec un retard encore plus important que les précédentes années et il est indispensable de remédier à cet état de choses. À cet égard, M. Savostianov appelle l'attention sur un projet de résolution qui a été soumis au Conseil à sa dernière session sur les modalités d'établissement des rapports économiques et sociaux et des rapports connexes (A/1994/L.41) et dont l'examen a été reporté à la session en cours de l'Assemblée générale. Coauteur du projet de résolution, la délégation russe invite les autres délégations à le soutenir, car son adoption répondrait aux intérêts de tous.

34. M. KHANI (Syrie) rappelle que l'Assemblée générale a réaffirmé à maintes reprises les droits inaliénables des citoyens arabes des territoires arabes occupés, dont le Golan syrien occupé, sur leurs ressources naturelles, et qu'elle a condamné les pratiques israéliennes visant à exploiter lesdites ressources et à imposer des restrictions à l'agriculture, en violation des résolutions pertinentes des Nations Unies, de la Convention de La Haye de 1907 et de la Quatrième Convention de Genève de 1949.

35. Or, le rapport du Secrétaire général, publié sous les cotes A/49/169 et E/1994/73, fait état de ces pratiques illégales. Comme il le précise, il ne reste plus dans le Golan que 15 000 habitants, sur les 130 000 qui y vivaient avant la guerre de 1967, et les autorités militaires israéliennes y ont saisi 80 % des terres et implanté 36 colonies de peuplement. Elles ont entrepris une

/...

politique sans précédent de déracinage des arbres fruitiers, privant ainsi les agriculteurs de leur principale source de revenus et les obligeant à abandonner leurs terres. Les Israéliens ont recours aux mêmes pratiques dans le Golan syrien occupé, en invoquant comme prétexte qu'elles n'ont pas délivré de permis autorisant le repiquage des jeunes plants.

36. L'eau demeure au premier plan des préoccupations en ce qui concerne le bien-être économique et social de la population des territoires arabes occupés. Les Gouverneurs militaires israéliens du Golan syrien ont promulgué une série de décrets fixant les règles relatives à toutes les activités ayant trait à l'eau, ce qui a permis aux autorités israéliennes et aux colons de confisquer et d'utiliser les ressources en eau. En conséquence, celles-ci servent essentiellement à la puissance occupante, l'eau consommée par la population des territoires occupés devant servir strictement à des besoins personnels et non à des activités agricoles ou économiques. L'application d'une telle mesure a eu pour effet de freiner le développement économique des territoires arabes occupés. Cette politique délibérée des autorités d'occupation israéliennes vise à assoiffer les citoyens arabes syriens et à détruire l'agriculture et le cheptel des cinq villages du Golan.

37. En outre, Israël a répandu des produits chimiques qui ont modifié le climat et la nature du sol, déversé des déchets nocifs dans des endroits non prévus à cet effet et planté des mines sur des terrains de pâturage utilisés par des Arabes. Le représentant de la Syrie conclut en affirmant que la population arabe syrienne du Golan syrien occupé continue de subir diverses formes d'oppression qui ne cesseront que lorsque le joug de l'odieuse occupation étrangère sera levé.

38. M. HENZE (Allemagne) intervient au nom de l'Union européenne. Le processus de restructuration et de revitalisation du Conseil économique et social a bien progressé pendant l'année en cours. Les débats, centrés sur des points précis, sont devenus plus vivants. Le nombre de résolutions et de décisions a diminué, preuve d'une efficacité certaine dans la conduite des activités. L'effort de restructuration doit être poursuivi et l'Union européenne appuiera fermement toutes les mesures complémentaires à cet effet, telles qu'elles sont énumérées à l'annexe I de la résolution 48/162 de l'Assemblée générale.

39. Le débat de haut niveau a porté sur quelques faits marquants survenus dans l'économie mondiale et sur la coopération économique internationale avec les directions des institutions financières et commerciales multilatérales. L'Union européenne a participé activement aux discussions correspondantes. Elle considère que les échanges de vues avec les représentants de la Banque mondiale, du FMI, de la CNUCED ou du GATT sont extrêmement précieux et qu'ils doivent être développés et intensifiés afin de mieux assurer la coopération internationale dans son ensemble. Il y a d'ailleurs lieu d'améliorer considérablement la coopération entre l'ONU et les institutions de Bretton Woods, en tenant dûment compte des avantages comparatifs de chaque institution. On a pu constater que dans de nombreux domaines le rôle de l'Organisation des Nations Unies est important quand il s'agit de parvenir à un consensus.

40. Le débat consacré aux questions de coordination a porté sur les politiques de coordination des institutions spécialisées et autres organes du système des Nations Unies. Le Conseil économique et social a su adopter des procédures nouvelles qui ont permis de rationaliser les travaux. La partie du débat consacrée à la coopération internationale dans la lutte contre la drogue, par exemple, a donné lieu à des échanges extrêmement intéressants sur des questions importantes. Les conclusions concernant la coopération internationale au sein du système des Nations Unies contre la production, la vente, la demande et le trafic et la distribution illicites de stupéfiants fournissent une bonne base pour une action ultérieure dans ce domaine.

41. L'action humanitaire est d'une importance capitale et les discussions intervenues au sein du Conseil économique et social font mieux comprendre la nécessité de coordonner davantage les efforts des différentes institutions spécialisées dans ce domaine.

42. Le débat consacré aux activités opérationnelles du système des Nations Unies concernant la coopération internationale pour le développement a permis d'ouvrir un dialogue avec les directions des institutions spécialisées, des fonds et des programmes du système des Nations Unies, ainsi qu'avec les commissions économiques régionales. L'Union européenne a déjà souligné l'efficacité des activités opérationnelles et rappelle l'importance des nouveaux instruments mis en place – note de stratégie nationale, approche-programme, réseau des coordonnateurs résidents, décentralisation sur le terrain, création de locaux communs, harmonisation des cycles, etc.

43. Le débat général, sous sa forme nouvelle, a été un succès. L'Union européenne approuve les modifications de procédure visant à améliorer la conduite des débats. Les discussions ont été menées rapidement, les débats ne portant que sur des rapports préalablement examinés.

44. Malheureusement, le problème des documents n'a pas encore été résolu de façon satisfaisante. La documentation importante continue d'être présentée trop tard, parfois le jour même de l'examen des textes. En ce qui concerne les demandes de documentation, l'Autriche a déposé un projet de résolution que l'Union européenne appuie. Ces problèmes ont eu des répercussions sur plusieurs rapports contenant des avant-projets de résolution. Le Conseil devrait donner aux comités d'experts des prescriptions plus précises sur la façon de présenter leurs avis et leurs recommandations.

45. Malgré ces quelques failles, l'Union européenne considère dans l'ensemble que les travaux du Conseil économique et social ont été couronnés de succès et qu'ils vont dans la bonne direction. À preuve, les décisions prises au cours de l'année sur des questions importantes comme le sida, la lutte contre la drogue et l'action humanitaire. L'Union européenne continuera à participer à la réforme des activités du Conseil économique et social.

46. M. SHREIM (Observateur de la Palestine) aborde le point 12 de l'ordre du jour "Répercussions économiques et sociales des colonies de peuplement israéliennes sur le peuple palestinien dans le territoire palestinien, y compris Jérusalem, occupé depuis 1967, et sur la population arabe du Golan syrien occupé". Il rappelle que la communauté internationale a condamné unanimement la

politique israélienne d'établissement de colonies, qui est illégale et viole de nombreuses résolutions du Conseil de sécurité. Malgré cette condamnation, Israël a poursuivi sa politique et a installé plus de 125 000 colons en Cisjordanie et dans la bande de Gaza; ceux-ci y représentent désormais 13 % environ de la population. Israël a envoyé en outre plus de 140 000 colons à Jérusalem-Est. On estime enfin que 50 % des terres cisjordanienues et 30 % de celles de la bande de Gaza ont été à ce jour confisqués par les autorités israéliennes pour y établir des colonies.

47. Malgré les aspects positifs du processus de paix entre la Palestine et Israël, il faut bien voir que le Gouvernement israélien poursuit la construction de logements bien qu'à un rythme plus lent et qu'il a l'intention de persister dans sa politique d'établissement de colonies. Son but est de créer sur place une situation de facto propre à infléchir le déroulement des négociations futures. Le Gouvernement israélien viole ainsi l'esprit et la lettre de la Déclaration de principes qu'il a signée le 13 septembre 1993 avec l'OLP.

48. La situation est d'autant plus grave que les colons israéliens constituent une milice armée, une sorte de deuxième armée d'occupation, qui se livre à des actes de violence illégaux contre des civils palestiniens sans armes. L'Observateur de la Palestine rappelle le massacre de Palestiniens à la mosquée d'Hébron. Il souligne à cet égard l'importance de la résolution 904 (1994) du Conseil de sécurité qui demande à Israël de prendre des mesures, dont la confiscation des armes, afin de prévenir des actes de violence illégaux de la part des colons israéliens et qui demande, en outre, une présence internationale ou étrangère temporaire dans tout le territoire occupé. La Palestine remercie les trois pays – Norvège, Italie et Danemark – qui ont assuré cette présence temporaire, dont on regrette qu'elle ait pris fin car elle continuerait d'être nécessaire.

49. Dans la Déclaration de principes, les parties ont renvoyé la question des colonies de peuplement à une phase ultérieure des négociations. La Palestine respectera cette décision mais pense qu'elle implique la cessation absolue de la part des autorités israéliennes de toute activité en la matière. L'application de la phase suivante de la Déclaration de principes, notamment le redéploiement des forces israéliennes en dehors des zones peuplées, ne peut se faire en fait qu'avec le départ des colons israéliens de certains centres comme Hébron.

50. La communauté des nations se doit de garantir le respect intégral du droit international dans l'affaire des colonies illégales israéliennes. Si l'on veut que les négociations aboutissent à une paix juste et durable, il importe que la résolution 904 (1994) du Conseil de sécurité soit pleinement appliquée.

51. M. AITMATOV (Kirghizistan) dit que l'examen du rapport du Conseil économique et social est d'une importance évidente, dans la mesure où la question du développement durable qui y est exposée constitue à l'heure actuelle la question la plus importante, notamment pour les États nouvellement indépendants et à économie en transition, au nombre desquels appartient le Kirghizistan. Or, ce rapport étudie de façon approfondie les problèmes que pose le développement économique et social et propose des solutions appropriées. La

question de la coordination avec les fonds et programmes de développement des Nations Unies est, elle aussi, des plus importantes et les réformes déjà effectuées dans ce domaine semblent extrêmement positives.

52. Une question mentionnée dans le rapport touche plus particulièrement le peuple kirghize, à savoir la proclamation de l'année 1995 Année internationale du millénaire de l'épopée kirghize de Manas, question sur laquelle le Conseil économique et social a adopté par consensus la résolution 1994/46. Cette épopée, malheureusement encore peu connue de la communauté internationale, est apparue au départ sous la forme du récit oral des exploits d'un héros appelant les Kirghizes à lutter pour la liberté et l'indépendance nationale. Sous sa forme écrite, c'est une oeuvre poétique d'une très grande ampleur, puisqu'elle comprend un million de vers, et d'une très grande valeur littéraire. D'autre part, elle constitue le fondement des traditions culturelles, morales, historiques, sociales et religieuses du peuple kirghize, ainsi que de toute la culture nomade. La proclamation de l'année 1995 Année internationale du millénaire de Manas serait un symbole de la renaissance du peuple kirghize, peuple historiquement très ancien, mais tout jeune membre de la communauté internationale, et conférerait à l'épopée la place qui lui revient de plein droit dans le patrimoine culturel mondial.

53. Le Gouvernement kirghize a proclamé l'année 1995 Année de célébration de l'épopée de Manas, ce qui coïncide avec deux événements très importants dans la vie de la communauté internationale, à savoir le cinquantenaire de l'Organisation des Nations Unies et l'Année des Nations Unies pour la tolérance. Ces trois événements sont unis par un objectif unique : consacrer les idéaux de paix, de justice et de tolérance, et c'est pourquoi la délégation kirghize espère que le Conseil économique et social confirmera sa décision de recommander à l'Assemblée générale d'adopter ce projet de résolution à sa quarante-neuvième session.

POINT 89 DE L'ORDRE DU JOUR : ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE (suite)

c) UTILISATION DURABLE ET CONSERVATION DES RESSOURCES BIOLOGIQUES MARINES EN HAUTE MER : CONFÉRENCE DES NATIONS UNIES SUR LES STOCKS CHEVAUCHANTS ET LES STOCKS DE POISSONS GRANDS MIGRATEURS (suite) (A/C.2/49/L.5)

54. M. NANDAN (Fidji) présente le projet de résolution A/C.2/49/L.5 sur la Conférence des Nations Unies sur les stocks de poissons dont les déplacements s'effectuent tant à l'intérieur qu'au-delà des zones économiques exclusives (stocks chevauchants) et les stocks de poissons grands migrants. La Conférence en question a fait l'objet du rapport A/49/522 du Secrétaire général.

55. La Conférence visait à répondre aux contraintes considérables qui pèsent sur les pêcheries en haute mer. Ces contraintes tiennent d'une part au fait que les États, depuis l'instauration de zones économiques exclusives de 200 milles marins au début des années 70, intensifient leur activité halieutique en haute mer. Elles tiennent aussi aux innovations techniques, comme l'utilisation de navires usines, de nouveaux filets et de l'électronique. De surcroît, l'intensification de la pêche ne concerne pas seulement la haute mer, elle

/...

intéresse aussi les zones économiques exclusives. Au total, on constate un épuisement rapide des ressources océaniques, épuisement qui a des effets socio-économiques catastrophiques dans certaines régions.

56. La Conférence a étudié tous ces problèmes au regard des dispositions de la Convention sur le droit de la mer qui concernent la pêche. Elle a développé ces dispositions, de manière que les États puissent s'entendre sur divers points : nature des règles de conservation et de gestion applicables aux deux types de stocks; mécanisme de coopération mondiale et régionale en matière de gestion des stocks; respect de leur obligation par les États du pavillon dont les ressortissants pêchent en haute mer; mise en application des règles de gestion des pêcheries par les États du pavillon; arrangements régionaux en la matière; rôle des États du port dans la promotion des mesures internationales de conservation et de gestion; question des États non parties aux organismes ou accords sous-régionaux ou régionaux d'aménagement halieutique; mécanisme de règlement des différends; mécanisme permettant d'assurer la compatibilité et la cohérence des mesures nationales et internationales de conservation applicables aux mêmes stocks.

57. Sur tous ces plans, la Conférence a fait des progrès considérables. Elle a achevé la première partie de sa mission, qui était de cerner les problèmes. Elle a beaucoup avancé dans la formulation des mesures qui permettraient de régler le problème des pêcheries. Elle était saisie d'un texte de négociation présenté par son président, qui s'est transformé en projet d'accord. Il semble entendu qu'il prendra finalement la forme d'un instrument ayant force obligatoire.

58. Les négociations se poursuivent cependant et la Conférence devra siéger à nouveau deux fois en 1995 pour achever ses travaux, car elle est résolue à en terminer avant la cinquantième session de l'Assemblée générale. C'est pourquoi, comme le dit le Secrétaire général dans son rapport, elle recommande à l'Assemblée générale de prévoir le service de deux nouvelles sessions en 1995.

59. Se référant au texte même du projet de résolution A/C.2/49/L.5, M. Nandan en présente les grandes articulations et en résume le préambule et les dispositions. Il fait remarquer qu'il s'agit d'un texte qui reprend les dispositions de la résolution sur le même sujet adoptée à la quarante-huitième session par l'Assemblée générale, avec quelques modifications pour actualiser les dispositions. Le projet est l'aboutissement des consultations entreprises entre délégations directement intéressées, qui se sont entendues sur son libellé. La délégation de Fidji a été chargée d'en assurer la présentation parce que le Président de la Conférence était le représentant de ce pays.

POINT 90 DE L'ORDRE DU JOUR : ACTIVITÉS OPÉRATIONNELLES DE DÉVELOPPEMENT (suite)
(A/C.2/49/L.4)

60. M. AHMIA (Algérie), prenant la parole au nom du Groupe des 77 et de la Chine, présente le projet de résolution A/C.2/49/L.4 relatif au Programme des Nations Unies pour le développement. Il s'agit d'un texte très court, mais dont la rédaction a été soigneusement étudiée de manière à éviter tout sujet de

/...

controverse et à tenir compte de l'ensemble des points de vue exprimés par les États Membres et autres parties intéressées depuis la publication du Rapport sur le développement humain.

61. M. Ahmia donne lecture du préambule, puis analyse le dispositif du projet. Ce faisant, il fait ressortir combien il est important de veiller à ce que la réflexion sur le Rapport sur le développement humain soit indépendante et distincte des opérations du PNUD, et d'améliorer le processus de consultations avec les États Membres. Le Groupe des 77 et la Chine espèrent que le texte à l'examen fera l'objet de consultations fructueuses et pourra être adopté par consensus.

La séance est levée à 12 h 20.